

Le bordereau Dailly : **Conflits du cessionnaire avec** **les tiers**

INTRODUCTION : QUELQUES RAPPELS

Dates importantes :

Loi du 2 Janvier 1981 dite Loi Dailly (sénateur)

Décret d'application du 9 Septembre 1981

Loi du 24 Janvier 1984 (modification de la Loi initiale)

Définition

Transfert d'une multitude de créances de plusieurs débiteurs et à des échéances diverses par un cédant, en une seule fois, au moyen d'un bordereau, à un établissement de crédit.

Particularités

ce n'est pas un effet de commerce

pas de recours cambiaire même si acceptation

Conditions de fond :

➤ qualité des créances cédées :

- créances entre professionnels (Com. 3 Janv. 1996)
- créances acquises : créances nées donc créances futures résultant d'un acte déjà intervenu ou à intervenir mais dont le montant et l'exigibilité ne sont pas encore déterminés.
- créances personnelles à l'émetteur
- créances contractuelles, délictuelles ou quasi délictuelles (Loi de 1984)

➤ qualité des personnes pouvant intervenir à l'opération

- le *cédant* doit être une personne morale de droit privé ou de droit public ou une personne physique agissant dans l'exercice de son activité professionnelle (la créance doit obligatoirement résulter de l'exercice d'une activité professionnelle)
- le *cessionnaire* ne peut être qu'un établissement de crédit suivant la Loi bancaire du 24 Janv. 1984
- le *débiteur cédé* ne devrait pas remplir de conditions spécifiques mais il doit être une personne morale de droit privé ou de droit public ou une personne physique ayant souscrit sa dette lors de l'exercice de son activité professionnelle

Conditions de forme :

➤ mentions obligatoires : * art. 1 Loi Dailly

- dénomination : « acte de cession (ou de nantissement) de créances professionnelles »
- assujettissement aux dispositions de la Loi du 2 Janvier 1981
- dénomination de l'établissement de crédit bénéficiaire

- signature du cédant : manuscrite ou non depuis la Loi du 31 Déc. 1993 ayant modifié l'article 2 de la Loi Dailly
- désignation ou individualisation des créances cédées ou données en nantissement ou des éléments susceptibles d'effectuer cette désignation ou individualisation (lieu de paiement, nom du débiteur, montant ou évaluation des créances, date d'échéance)

➤ omission de mentions :

- le bordereau ne vaut plus comme acte de cession de créances selon la Loi Dailly (donc non opposabilité aux tiers)
- l'acte vaut comme cession de droit commun entre les parties

Date de la cession :

- traitée comme une mention obligatoire par la jurisprudence
- apposée par l'établissement cessionnaire bénéficiaire
- point de départ de l'opposabilité de la cession aux tiers
- Com.7 Mars 1995 : En l'absence de date, tous les effets de la cession sont suspendus, aussi bien entre les parties qu'à l'égard des tiers et la banque ne peut se fonder sur ce titre pour réclamer le paiement de la créance cédée. La preuve extrinsèque de la date semble interdite.

La Notification

Selon l'article 5 de la Loi du 2 Janv. 1981 (mentions impératives), le cessionnaire peut à tout moment interdire au débiteur de la créance cédée ou nantie de payer entre les mains du cédant. A compter de cette notification, le débiteur ne se libère valablement qu'auprès du cessionnaire. Cette notification s'effectue par tous moyens, à condition de respecter les mentions figurant dans l'annexe 1 du Décret du 9 Sept. 1981. La charge de la preuve de la notification pèse sur le cessionnaire.

Absence d'obligation d'information au profit du cessionnaire sur l'existence et la valeur des créances cédées à la charge du débiteur (Cass. 24 Mars 1992).

La Compensation

Le débiteur cédé peut-il opposer au cessionnaire l'exception de compensation née de ses rapports avec le cédant ?

Si les conditions de la compensation sont réunies avant la date du bordereau , le débiteur cédé pourra se prévaloir de la compensation puisque, par définition, la créance n'a pu être transmise car elle n'existait plus.

Si les conditions de la compensation sont réunies après la date du bordereau, elle demeure possible jusqu'à la notification de la cession (Cass. Com. 14 Déc. 1993).

La compensation de dettes connexes peut intervenir même postérieurement à la notification de la créance (Cass. Com. 8 Févr. 1994).

L'Acceptation

- article 6 de la Loi Dailly
- écrit intitulé « acte d'acceptation de cession d'une créance professionnelle ».
- Cass. 5 Nov. 1991 : les actes d'acceptation ne sont valables que s'ils sont exactement rédigés dans les termes énoncés par la Loi.
- mention de la signature manuscrite du débiteur cédé
- Cass. Com. 2 Juin 1992 : l'acceptation peut être conditionnelle ou comporter des réserves.
- Effets : - engagement de payer directement au cessionnaire
 - inopposabilité des exceptions (sauf mauvaise foi arrêt Worms)
 - acceptation irrégulière ne vaut pas notification (Cass . Com. 7 Janv. 1997)

Effets de l'émission du bordereau

➤entre l'émetteur et le bénéficiaire

- cession des créances : transfert de la propriété
- cession des actions liées aux créances
- cession des sûretés garantissant les créances
- cédant est le garant solidaire du paiement (Loi de 1984)

➤entre le cessionnaire et le cédé

- si le cédé n'a pas accepté la cession Dailly : le cédé se libère valablement entre les mains du cédant
- si pas d'acceptation mais notification : le cédé ne se libère valablement qu'entre les mains du cessionnaire notificateur
- si acceptation du bordereau de cession : le cessionnaire peut se prévaloir de l'inopposabilité des exceptions, le cédé doit payer au cessionnaire

I Une solution « mécanique » : la règle de Prior Tempore, Potior Jure

A/ La préférence systématique du premier cessionnaire

1. Principe et quelques applications

✱ art 4 loi Dailly: « L'établissement de crédit bénéficiant de la cession antérieure en date est préféré »

✱ cas du conflit entre deux cessionnaires : la double cession

C. Cass. 12 Janv. 1999 : le débiteur qui a reçu notification d'une cession de créance d'un banquier doit le payer sans rechercher si une autre banque a pu bénéficier d'une cession de créance antérieure.

✱ conflit entre un cessionnaire et une société d'affacturage

✱ conflit bordereau Dailly / Billet à Ordre

✱ conflit entre un cessionnaire et un créancier saisissant du cédant

Art. 43 de la Loi de 1991

2. Conflit banquier réceptionnaire / banquier mobilisateur

C. Cass. 28 Oct. 1986

C. Cass. 4 Juil. 1995 : lorsque le débiteur cédé, en l'absence de notification de cession, a adressé des sommes à la banque du cédant pour qu'elles soient inscrites au compte du créancier cédant, le cessionnaire de la créance transmise par bordereau ne peut demander au banquier gestionnaire du compte du cédant de lui reverser les sommes que ce dernier a reçues au nom et pour le compte du cédant.

B/ Le conflit du cessionnaire face au porteur d'une lettre de change

1. Règles de principe

✱ lettre de change pas acceptée

✱ lettre de change acceptée

✱ la notification

Com. 7 Mars 1995

Com 6 Oct. 1998

T. Com Bordeaux 19 Janv. 1987

Art. 121 C. Com

2. Application pratique

II Une solution « circonstanciée » : l'existence de tiers privilégiés

A/ Le conflit entre les droits du cessionnaire et de l'action directe du sous-traitant

Loi du 31.Déc.1975 sur la sous-traitance

* art 13-1 : « L'entrepreneur principal ne peut céder ou nantir les créances résultant du marché ou du contrat passé avec le maître de l'ouvrage qu'à concurrence des sommes qui lui sont dues au titre des travaux qu'il effectue personnellement. »

* art 14 : « A peine de nullité du sous-traité, les paiements de toutes les sommes dues par l'entrepreneur au sous-traitant, en application de ce sous-traité, sont garantis par une caution personnelle et solidaire obtenue par l'entrepreneur d'un établissement qualifié, agréé dans des

conditions fixées par décret. »

* art 15 : « Sont nuls et de nul effet, quelle qu'en soit la forme, les clauses, stipulations et arrangements qui auraient pour effet de faire échec aux dispositions de la présente loi. »

1. Un sous-traitant privilégié

Ch. Com. 22 Nov. 1988 : le sous-traitant est systématiquement préféré sans avoir besoin de recourir au principe Prior Tempore

📁 raisonnement

- 1ère étape: rejet de l'application du principe « *prior tempore, potior jure* »

« Une Cour d'Appel qui, par une exacte application du second alinéa de l'art. 13-1 de la loi du 31.12.1975, retient qu'un entrepreneur principal ne peut céder à une banque la part de sa créance sur le maître de l'ouvrage correspondant à sa dette envers un sous-traitant, sans avoir obtenu préalablement et par écrit un cautionnement, peut en déduire, sans avoir à chercher la date à laquelle la cession a été notifiée, ni celle portée sur le bordereau, ni celle de l'exercice de l'action directe, ni à vérifier si la troisième de ces dates était antérieure à la première, que la cession de créance est inopposable au sous-traitant. »

- 2ème étape: fondement de la solution = l'art. 13-1 de la loi du 31.Déc. 1975

« Aux termes de l'art. 13-1 de la loi du 31.Déc. 1975, l'entrepreneur principal ne peut céder ou nantir les créances résultant du marché ou du contrat passé avec le maître de l'ouvrage qu' à concurrence des sommes lui étant dues au titre des travaux qu'il effectue personnellement »

- 3ème étape: solution de principe = inopposabilité des droits du cessionnaire à l'action directe du sous-traitant, en ce qui concerne les créances correspondant aux travaux effectués par ce dernier

« Il en résulte que le cessionnaire de la créance de l'entrepreneur principal sur le maître de l'ouvrage, correspondant à des travaux sous-traités, ne peut opposer au sous-traitant aucun droit sur les sommes dues par le maître de l'ouvrage pour ces derniers travaux »

2. Les parades du banquier mobilisateur

B/ Conflit relatif à la cession d'un droit accessoire : la clause de réserve de propriété.

1. Conflit de base et solution

Cas. Com. 15 mars 1988 : la clause de réserve de propriété figure parmi les accessoires de la créance.

Chambre Commerciale 20 Juin 1989

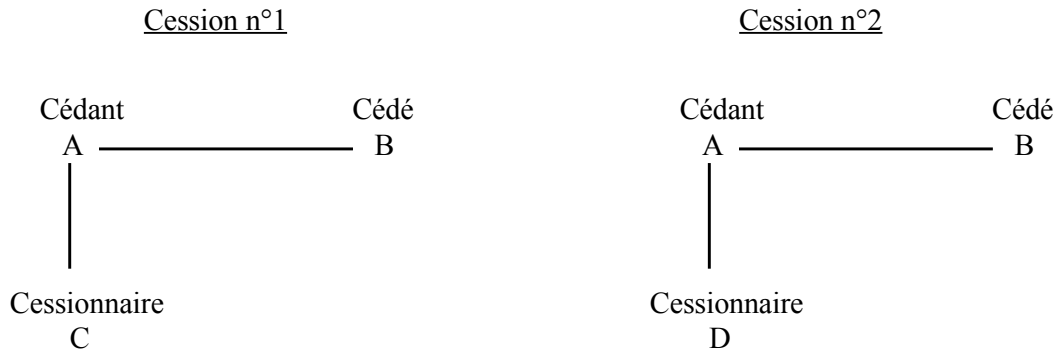
CA Agen 25 Mars 1996 : la Cour tranche le conflit opposant le bénéficiaire d'une clause de réserve de propriété et le banquier cessionnaire Dailly en faveur de ce dernier, sous réserve d'une part, que la revendication n'ait pas déjà été effectuée au près du débiteur cédé et d'autre part que les paiements effectués par le débiteur cédé au cessionnaire aient été faits de bonne foi

2. Les parades proposées par la doctrine

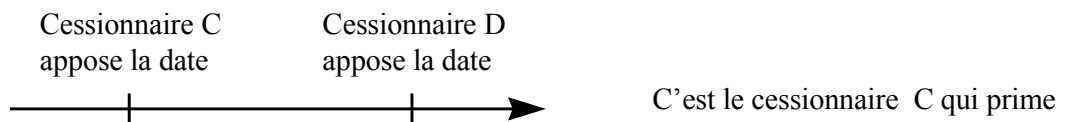
<u>SCHEMAS</u>

Conflit en cas de double cession de la créance

1/Hypothèse de la double cession

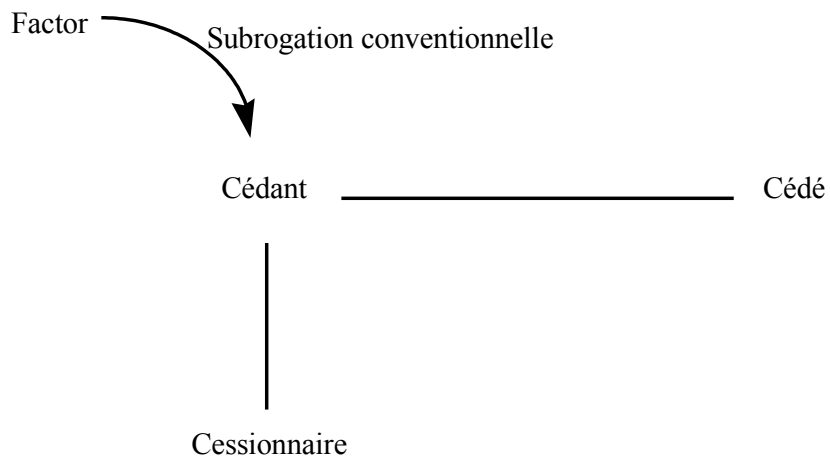


2/Résolution du conflit

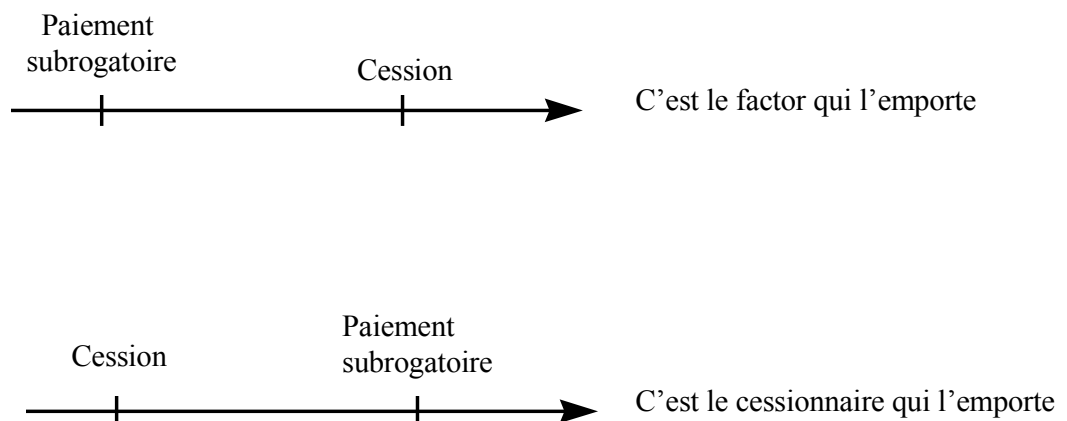


Conflit entre un cessionnaire Dailly et une société d'affacturage

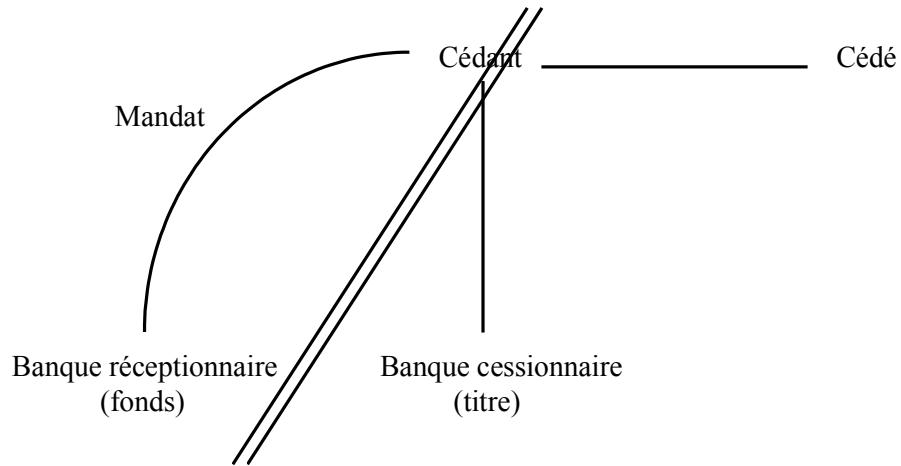
1/Hypothèse de conflit



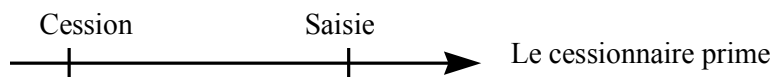
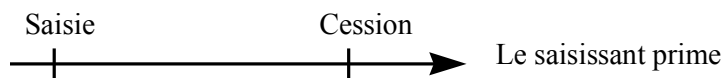
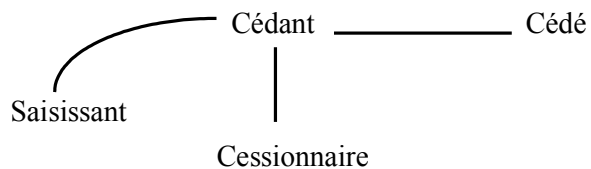
2/Résolution du conflit



Conflit entre le cessionnaire et le banquier réceptionnaire



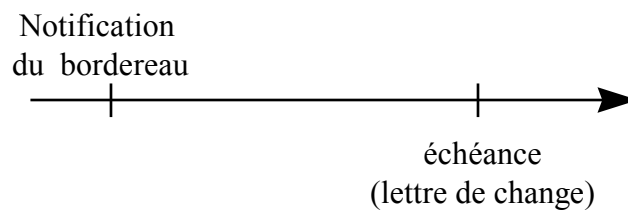
Conflit entre le cessionnaire et le créancier saisissant du cédant



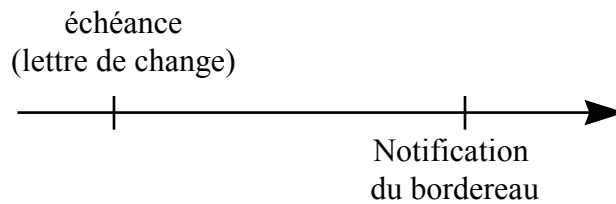
La lettre de change

1/Lettre de change non acceptée

a/Le bordereau Dailly prime sur la lettre de change

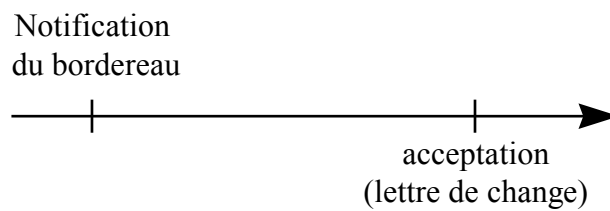


b/La lettre de change prime sur le bordereau Dailly

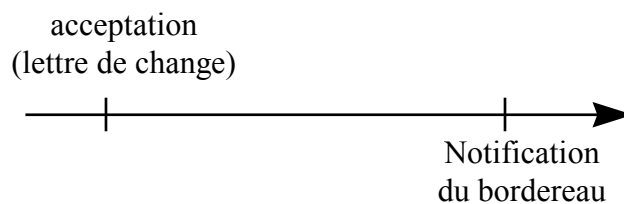


2/Lettre de change acceptée

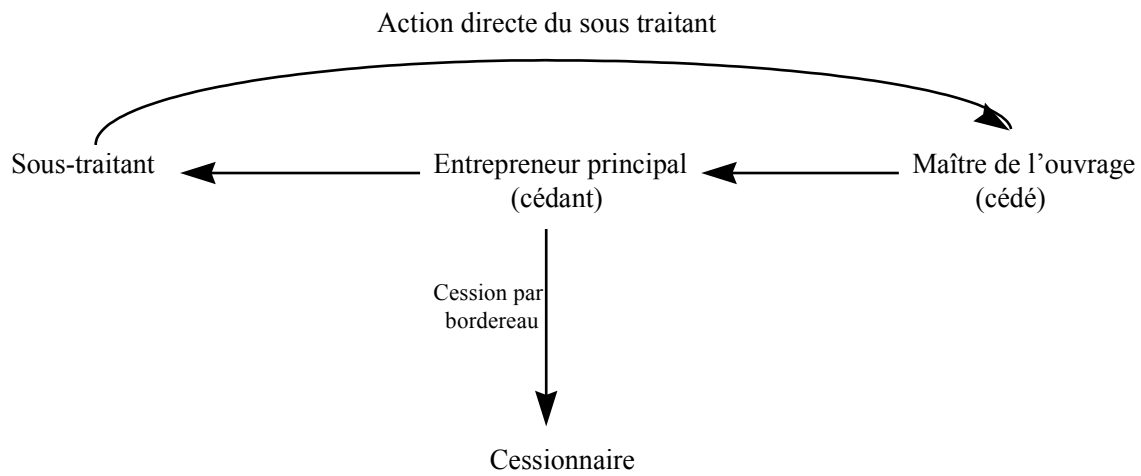
a/Le bordereau Dailly prime sur la lettre de change



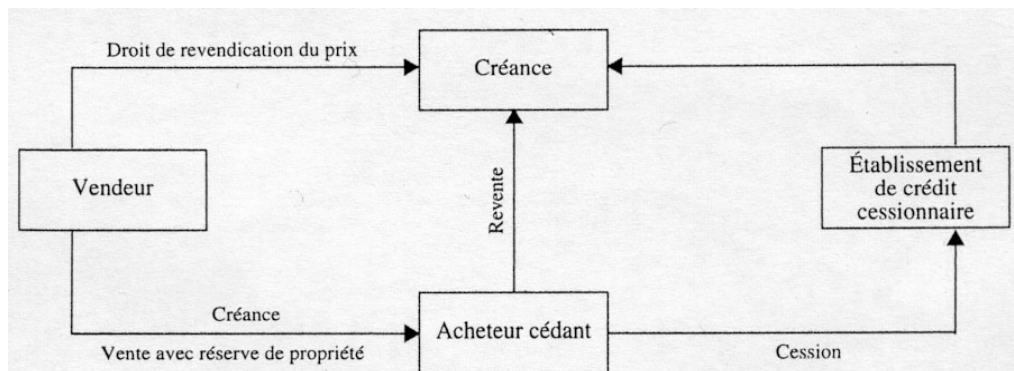
b/La lettre de change prime sur le bordereau Dailly



Conflit entre les droits du cessionnaire et l'action directe du sous-traitant



Conflit entre le cessionnaire et le vendeur disposant d'une clause de réserve de propriété



BIBLIOGRAPHIE

MANUELS

- *Ouvrages spécialisés dans le droit commercial en général*
 - ALFANDARI Droit des affaires: les cadres généraux 1993 Litec
 - CHAPUT Effets de commerce 2ème éd° PUF
 - DE JUGLART et IPPOLITO Cours de Droit commercial 1993 10ème éd° Montchrestien
 - DIDIER Le droit commercial 1998 Connaissance du droit Dalloz
 - JEANTIN et LE CANNU Droit commercial: instruments de paiement 5ème éd° Précis Dalloz
 - LE GALL Droit commercial 12ème éd° Memento Dalloz
 - LEGEAIS Droit commercial 13ème éd° Armand Colin
 - MERCADAL Le droit des affaires en France F.Lefebvre
 - MESTRE Droit commercial 23ème éd° LGDJ
 - PEROCHON et BONHOMME Entreprises en difficultés 1999 4ème éd° LGDJ
 - PIEDELIEVRE Droit privé: instrument de crédit et de paiement Cours Dalloz
- *Ouvrages spécialisés dans les sûretés*
 - AYNES Les sûretés 1998 9ème éd° CUJAS
 - LEGEAIS Sûretés et garanties du crédit 2ème édition LGDJ
 - SIMLER et DELEBECQUE Droit civil: les sûretés 2000 3ème éd° Précis Dalloz
 - THERY Sûretés et publicité foncière 1998 2ème éd° PUF
- *Ouvrages de Droit bancaire*
 - BONNEAU Droit privé - Droit bancaire 3ème éd° Montchrestien
 - GAVALDA et STOUFFLET Droit bancaire 1999 LITEC
- *Ouvrages pratiques*
 - GAVALDA et MICHELE TD de droit des affaires 1994 LITEC
 - PEROCHON et BONHOMME Corrigés d'examen: Entreprises en difficultés 2ème éd° LGDJ

DOCTRINE

- BONNEAU La négation de l'obligation de restitution pesant sur le banquier réceptionnaire de fonds ou un revirement inattendu D. Aff. n° 4/1995.79
- CABRILLAC La cohabitation de la traite et du bordereau Dailly , RDB. 1987.75
- GUILLOT et VANGASSE La complémentarité de la traite et du bordereau Dailly, Banque 1991.267.
- LARROUMET Le conflit entre cessionnaires successifs d'une créance transmise par bordereau , JCP.E.1990.15877
- RACHEZ « Loi Dailly »: le concours du banquier cessionnaire avec les autres ayants droit du cédant , RDB.1990, 144.
- MARTIN et SYNVEY , Le paiement à autrui de la créance professionnelle cédée , JCP E.1987.II.14940